

DIJON

Crèche Roosevelt : les conditions de travail et d'accueil dénoncées



La quasi-totalité des salariées de la structure étaient en grève, lundi. Photo LBP/R. D.

À bout, 20 des 25 salariées de la Maison de la petite enfance Roosevelt, à Dijon, étaient en grève, lundi. Les professionnelles de la structure dénoncent de « graves dysfonctionnements préjudiciables à la qualité d'accueil des enfants ».

« La couche est pleine », « On dit non à la maltraitance », « aucun dialogue, aucune réactivité » : quelques mots, inscrits sur des pancartes pour illustrer leurs maux. Avec la question, au centre d'une bâche blanche, « Où est le bien-être des enfants ? ».

Entre 11 et 15 °C dans les locaux

Lundi 21 février, la quasi-totalité des professionnelles de la Maison de la petite enfance (MPE) Roosevelt ont fait grève « pour la première fois ». D'abord pour exprimer un ras-le-bol des manquements maté-

riels. « On n'a plus de chauffage ni d'eau chaude depuis une semaine en raison d'une panne de la chaudière. C'était déjà arrivé entre juillet et fin octobre. On a des petits chauffages d'appoint en substitution, mais en les mettant en route à 7 h 15, les températures des locaux varient entre 11 et 15 °C. Pour les enfants comme pour nous, ce n'est pas tenable », explique Marion *, une des salariées. « Comme il en faut beaucoup, ça fait sauter les plombs. Un électricien est venu et nous a dit qu'en réarmant plus de trois fois le disjoncteur, il y avait un risque d'incendie. On le fait une dizaine de fois par jour... », poursuit-elle, agacée. La professionnelle concède que des techniciens se déplacent, mais la situation n'évolue pas.

D'autres appareils électriques fonctionnent par intermittence, comme le four ou la machine à laver. « On n'a plus qu'un lave-vaisselle pour nos quatre sessions pour stériliser

les jouets et biberons. Et il commence à montrer des signes de faiblesse », poursuit notre interlocutrice. Dans certaines pièces, les Velux ne s'ouvrent plus et il n'est plus possible d'aérer. Les salariées de la crèche pointent également du doigt le non-remplacement de matelas en très mauvais état : « Seize sont éventrés, seuls trois ont été remplacés... Qu'en est-il de l'hygiène et de la sécurité ? ».

Des blattes « bien installées »

Encore plus préoccupant, des blattes ont été signalées dans les locaux. « Des boîtes de capture ont été installées, mais sont inefficaces. Les insectes sont bien installés, et aucune intervention d'une entreprise spécialisée n'est demandée », regrette la porte-parole des grévistes. Ne se sentant « pas écoutées au ni-

veau de la direction de People and Baby », elles ont voulu dénoncer, à travers leur mobilisation, la maltraitance dont elles sont « involontairement complices ». Elles souhaitent également obtenir une revalorisation salariale.

La crèche multi-accueil Roosevelt, comme celle de Junot, est gérée par la société People and Baby, délégataire de service public pour le compte de la Ville de Dijon, propriétaire des locaux. Si la première n'a pas répondu à notre sollicita-

tion, la seconde a en revanche pris des engagements (*lire par ailleurs*). La structure accueille 90 enfants âgés de 3 mois à 3 ans.

Lundi matin, certains parents ont été surpris de la voir fermée. Mais, en discutant avec les salariées et en découvrant l'ensemble des difficultés, « ils ont compris l'ampleur du problème ».

Rémy DISSOUBRAY

* Le prénom a été changé.



Une pancarte résumant le ras-le-bol des grévistes. Photo LBP/R. D.

La Ville de Dijon a demandé au concessionnaire « d'agir vite »

Tôt, lundi matin, les salariées de la crèche ont écrit un courriel à la Ville de Dijon pour présenter les raisons de leur grève. La collectivité avait eu connaissance des problématiques de chauffage et d'eau chaude à la Toussaint. « On avait fait intervenir, à titre exceptionnel, notre prestataire pour réparer la chaudière, car ça n'allait pas assez vite. C'est le problème de People and Baby et des grands groupes privés : des marchés sont passés avec des fournisseurs au ni-

veau national, et les interventions sont plus lentes », indique Kildine Bataille, adjointe déléguée notamment à la petite enfance.

L'élue affirme prendre « sérieusement en compte » les autres manquements dénoncés par les professionnelles de la petite enfance et comprendre « leur grande fatigue ». « La responsabilité incombe au concessionnaire de service public, auquel on a demandé d'agir vite en procédant à une mise en demeure. Les appareils

électriques comme la machine à laver et l'appareil pour réchauffer les plats doivent être réparés ce mardi 22 février. »

Un nouveau concessionnaire à partir du 29 mai

Le contrat d'affermage conclu entre la Ville et People and Baby, pour une durée de quatre ans, arrive à expiration le 28 mai. Après une nouvelle mise en concurrence, la société Les Petits Chaperons rouges a

été choisie pour gérer les crèches multi-accueils Junot et Roosevelt du 29 mai 2022 au 31 mai 2026. « La décision a été motivée par deux grands critères. Le premier, à hauteur de 70 %, a été la qualité de la prestation proposée. Le second a été financier, à hauteur de 30 %, fait savoir Kildine Bataille.

« Un suivi plus précis »

La collectivité a profité du renouvellement de cette délégation de service public pour

demander aux Petits Chaperons rouges de s'engager à créer une société locale dédiée « pour éviter la distance qu'il peut y avoir entre le siège et les crèches du territoire ». « On a aussi demandé un suivi plus précis : un agent du service bâtiments de la Ville accompagnera notre coordinatrice lors des visites trimestrielles organisées dans les crèches, lors desquelles le concessionnaire fait un point sur le projet pédagogique et le fonctionnement technique. »